

EDITO

100 MILLIARDS : POUR QUI, POUR QUOI ?

Le Président Macron l'avait promis : « Le monde d'après sera différent, nous devons apprendre que certains services, certaines missions doivent sortir des règles du marché. » 5 mois après, tout est à vendre ! : les cliniques comme à Bayonne compressent leurs personnels, les routes nationales sont même vendues par l'Etat. **Nombreux sont les patrons qui appellent l'Etat à l'aide en fustigeant les dépenses publiques.**

Le plan de relance de 100 Milliards sur 2 ans dont une partie était déjà budgétée et dont l'essentiel est basé sur l'offre et non la demande avec un plan « pro-entreprises » (20 Mds d'impôts en moins). Toutes ces aides aux entreprises notamment les 37 Mds annoncés, sans aucun contrôle ni aucune contrepartie en matière d'emplois ou de formations, c'est donc cadeau.

Les grands groupes sont sur les rangs, RENAULT, FORD, BRIDGESTONE, AUCHAN, CARREFOUR. Ils réclament tous leur part du gâteau. Ils restructurent, ils délocalisent et tous détruisent des emplois. Mais c'est tout le plan qui détourne l'argent public.

Pour l'Étincelle Charles Bisques, syndicaliste dans la métallurgie et l'aéronautique nous dépeint la réalité du terrain.

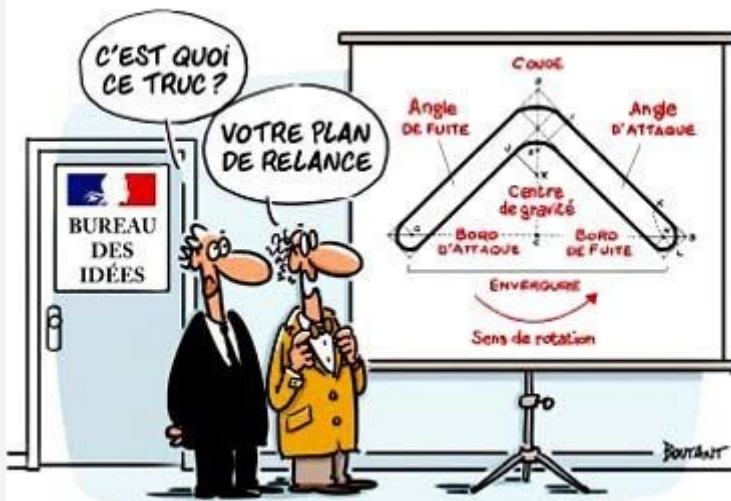
« La filière va toucher 15 milliards, pour qui, pourquoi ? Dassault (Anglet), Safran (ex Turboméca) à Tarnos, SAFRAN Bordes (Pau). »

« Plus de 10 000 salariés sont potentiellement touchés dans le 64 et le 40, compte tenu du tissu de la sous-traitance, sachant que les prétendus plans de sauvegarde de l'emploi sont partout mis en place.

En fait ces plans ne sauvegardent rien ! Ils restructurent et se débarrassent des salariés les plus chers. »

« C'est grave aussi dans l'encadrement et l'ingénierie ».

Le plan de l'entreprise Engine corporation ex Brigantine est significatif avec 40 salariés des ateliers et 25 des services de la recherche qui sont menacés.



Charles Bisques veut bien nous faire comprendre. « Le cas d'école c'est le groupe Lauak, plan prévu sur Hasparren, 195 personnes touchées, paradoxalement, le groupe se développerait en Amérique latine. »

Alors existe-t-il d'autre solution. ?

« Oui d'abord contrôler les fonds publics. Les grands groupes n'ont pas besoin de licenciés pour maintenir leurs marges. L'argent public sert de levier, il couvre même le coût des licenciements, tout cela sans aucune contrepartie. L'argent existe dans nos entreprises ; les propriétaires, les actionnaires disposent de moyens. L'argent public devrait servir uniquement à soutenir des projets créateurs d'emplois, à faire évoluer les métiers. Former à court, moyen, et long terme pour préparer l'avenir. Qui va construire l'avion de demain ? »

L'époque serait propice à créer cette sécurité sociale professionnelle qui protégerait les salariés.

Bien sûr réduire le temps de travail « dans l'industrie les 32 heures sont à l'ordre du jour ».

Ce n'est pas de l'utopie, il faudrait que les salariés, les pouvoirs publics, les élus politiques et surtout les citoyens s'emparent de ces questions.

Ne restons pas spectateur. En fait ces 100 milliards sont à nous ! Ils vont peser lourd sur l'avenir de la France et surtout de nos enfants.

Exigeons de pouvoir les contrôler dans et à l'extérieur de l'entreprise. ■

Jacques LE SEAUX

« ON NE CHANGE RIEN ET C'EST BIEN DOMMAGE » DOMINIQUE LAVIGNE

Comment pourrait-on s'en prendre à une municipalité quant au plus haut niveau de l'état, le Président et son gouvernement semblent ne rien maîtriser, tout en déléguant les responsabilités d'agir aux préfets et Maires des communes ?

C'est dans ce contexte, rempli d'incertitudes, d'ordres, de contre ordres et désordres qui exaspèrent la plupart des citoyens, que le nouveau conseil municipal a pris ses fonctions depuis quelques semaines. Les élections municipales ont été tronquées par la propagation du Covid19 et la vie au quotidien est depuis toujours aussi perturbée.

Sauver l'économie, relancer la croissance, les leçons du confinement général inspirent notre premier ministre à développer l'investissement tout en prodiguant la prudence et l'appel à la responsabilisation de chacun. Généreux au possible, c'est la valse des billets ; 300 milliards d'euros de prêts garantis par l'état, 100 milliards d'euros pour le plan de relance dont 30 milliards destinés pour parti aux projets des collectivités locales dans le cadre de la transition écologique.

« Il faut dépenser vite et bien » ajoute notre ministre de l'économie.

Cette frénésie de distribuer l'argent public masque le fait que ces mesures ne représenteraient que des avances sur les dotations à venir et qu'il va falloir donc à un moment donné rembourser, l'échéance 2025 et annoncée par le ministère des finances.

En revanche aucune contrepartie aux aides massives apportées aux grosses entreprises, mais la promesse de réformes structurelles (sécurité sociale, régime des retraites ...) qui feront encore trinquer les salariés, demandeurs d'emplois et retraités. Difficile pour ne pas dire très compliqué de se projeter dans ce contexte.

Le budget 2020 de la commune a été voté par la majorité du conseil municipal.

Un budget serré sur lequel on peut tout de même se satisfaire de la politique du Maire en matière d'emploi, maintenant ainsi le niveau de service public de proximité, appréciable dans pareille période de crise.

En revanche, les investissements sont très limités, pas d'emprunts



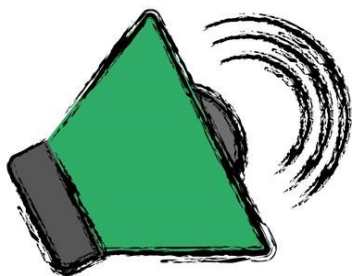
possibles, l'endettement est trop important, **le patrimoine a été vendu lors des derniers exercices pour précisément ne pas recourir à plus d'endettement.** Les gros travaux de voirie, indispensables, dévorent l'enveloppe. L'équipe majoritaire poursuit son projet de réalisation de la maison des associations, quand bien même son financement n'est pas consolidé, ce qui nous fait craindre qu'il soit difficile, pour quelque temps de concrétiser d'autres projets.

Pour autant, pouvons-nous espérer récupérer quelques fonds publics dans cette généreuse distribution pour la réalisation et l'aménagement des pistes cyclables sécurisées, la réalisation du terrain synthétique sur le plateau de Piquessarry qui devient une nécessité pour la pratique du foot pour les jeunes et les élèves du collège ?

Il semble, comme lors du mandat précédent, que l'écoute et la concertation avec les citoyens, ne soient pas à l'ordre du jour avec l'équipe municipale reconduite.

On ne change rien et c'est bien dommage, parce que c'est en partageant les idées avec le plus grand nombre que l'on construit de belles choses, sans risque de se tromper. ■

Dominique LAVIGNE



L'ASSOCIATION LES AMIS DE L'ÉTINCELLE : « UN PAVÉ DANS L'ABSENCE DE PLURALISME DES MÉDIAS. »

L'Assemblée générale de notre association aura lieu le 6 novembre à partir de 18 h salle Paul Vaillant Couturier. Toutes les précautions sanitaires seront prises afin que seule l'amitié soit au rendez-vous. L'adhésion annuelle est de 10 €.

Histoire de BOUCAU

Abbé Armand Legrand (Allée) septembre 1942 et le 6 juillet 1966, aumônier aux Petites Sœurs des Pauvres de Biarritz. Il se retire à Cambo les Bains et décédera le 20 mai 1980 à Cambo.

Armand Legrand est né à Pau le 9 septembre 1900 et a été ordonné prêtre le 17 juillet 1927, vicaire à Sainte Croix d'Oloron puis en 1929 missionnaire Diocésain à Pau ensuite en 1940, Directeur des Patronages de la zone occupée. Après avoir franchi la ligne de démarcation, il est nommé curé à Notre Dame du Bon Secours à Boucau le 17



NON AU SACCAGE DE NOS FORÊTS

Quand on a suivi l'intervention d'Emmanuel Macron au sujet de la forêt amazonienne, on a pensé qu'il était enfin sensibilisé à la défense de l'environnement, de la biodiversité et par là même à l'urgence climatique. Las il nous faut déchanter. L'Etat et la Région viennent de financer une étude d'implantation d'une scierie industrielle de la multinationale italienne Florian à Lannemezan.

Un collectif « Touche pas à ma forêt » s'est créé pour une approche forestière respectueuse de la Nature et revendique :

- ▶ Refus de l'implantation de cette scierie industrielle à Lannemezan (65)
- ▶ Refus du prélèvement de 540 000 m3 par an de hêtres de nos forêts pyrénéennes et du Massif Central soit plus du triple de l'exploitation actuelle.
- ▶ Refus que les forêts (majoritairement publiques) soient dévastées avec les conséquences sur la biodiversité (sols, faune, flore, champignons..) ainsi que celle sur l'empreinte carbone.
- ▶ Exige un projet de la filière bois et une mise en œuvre d'une politique forestière multifonctionnelle respectueuse des cycles de reproduction du milieu vivant tous en assurant un devenir territorial.
- ▶ Demande instamment au Conseil Régional Occitanie Pyrénées Méditerranée la suspension de toute subvention à ce projet et de réorienter l'argent public vers une autre politique d'usage local du bois. ■



Maurice GARCIA

LES AMIS DE MES AMIS SONT-ILS TOUJOURS MES AMIS ?

« Collectif des amis de la digue » ou collectif pro Gonzales et anti-Lespade ?

Cette page Facebook « Les Amis de la Digue » qui à l'origine réjouissait les inconditionnels que nous sommes d'un lieu apprécié par toutes et tous pour ses photos et ses anecdotes est depuis quelques temps devenue un « collectif » dont personne ne connaît ni les statuts ni les intentions finales.

Lors des élections municipales le soutien inconditionnel de ses administrateurs à Mr Gonzalez, Maire de BOUCAU et l'opposition systématique à Jean-Marc Lespade, Maire de TARNOS a pu en surprendre plus d'un. Mais depuis quelques temps faire semblant (pour les administrateurs et détracteurs) de ne pas comprendre des directives européennes, nationales, régionales ou préfectorales et les imputer à la municipalité Tarnosienne, devrait nous amener à réfléchir sur ces méthodes employées et la finalité.

Critiquez, critiquez, il en reste toujours quelque chose ! Des manifestations sont organisées au nom de ce « collectif » sur la digue (nettoyage, apéro...) : mais qui serait responsable d'un incident ou pire d'un accident ?



Demain devons-nous créer une page Facebook « Collectif des Amis de la Cale » et exiger du maire d'y réinstaller un plongeur sous prétexte qu'il existait dans les années 70 et qu'il est de son devoir de le remettre en place ? Soyons sérieux !

La logique aurait voulu que les administrateurs de la page « Les Amis de la Digue » créent une association et une page distincte du « Collectif des Amis de la Digue » plutôt que reprendre tout le monde à son compte... **Personne ne devrait se sentir otage de ces prises de positions radicales**, et surtout les rattacher à des souvenirs personnels liés à « Titan », « entre les deux digues », la « petite mer », « La Madrague » ou le « BTS » !

Mais plutôt réfléchir à : « peut-on écrire ou revendiquer en mon nom, sous prétexte que j'étais abonné à une page Facebook, devenue un collectif à mon insu ? ». ■

UN LECTEUR ATTENTIF DE L'ÉTINCELLE

AUTOROUTES

« Position de faiblesse de l'Etat dans les négociations », surrentabilité pour le privé et manque à gagner pour le public.

Le rapport sénatorial de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières dresse un bilan au vitriol de la gestion des autoroutes, dont les concessions ont été privatisées en 2006. L'Etat aurait ainsi perdu environ 6,5 milliards d'euros de recettes potentielles depuis qu'il a ouvert le capital des sociétés d'autoroutes au privé en 2002 (Lu pour vous dans l'hum). Pour le bassin d'emploi autour de Bayonne nous rappelons notre démarche de demander la gratuité en classant l'autoroute urbaine entre les accès Ondres et Bayonne sud qui désengorgerait la circulation intramuros et permettrait d'améliorer la circulation dans le bassin d'emploi bayonnais par l'usage de l'autoroute économiquement favorable pour les usagers et responsable d'un point de vue environnemental. ■



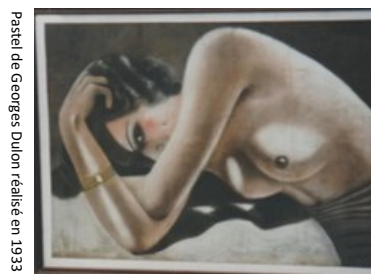
Joël DA SILVA

OH ! ...LA VACHE.

L'Apollo ne mettra pas les cerveaux en orbite planante lors de la visite du salon d'automne du cercle des amis de l'art. Covid 19 oblige. Le fer de lance historique de la culture locale est par ricochet touché. On ne saura pas si Elvire évolue vers le figuratif, ni si on est toujours plus fans des aquarelles de Jean Yves que de ses articles, pas plus qu'on ne saura si Bichendaritz aurait une fois encore, trouvé l'attention du jury.

L'Étincelle est en manque. **Bien-sûr, les candidats qui pensent exposer peuvent nous envoyer une photo de leur travail, peinture ou sculpture nous les publierons au fil de nos parutions.** ■

Jean Claude MORLAAS



Pastel de Georges Dujon réalisé en 1933

Pénurie de médicaments : chacun co-responsable

Le rembobinage des seize derniers mois conduit implacablement à ce constat.

Mai 2019 : Antony Gonçalves est chef du département oncologie de l'un des centres les plus importants du pays de traitement du cancer. Candidat sur la liste communiste aux élections européennes il dit ceci : « *je parle tous les jours avec l'industrie pharmaceutique afin d'élaborer des nouveaux médicaments qui correspondent aux nouveaux traitements que nous élaborons. Mon problème est lié à l'absence de maîtrise publique. On ne peut laisser cette question essentielle à la seule industrie. Pour moi l'Europe constitue la bonne échelle pour la mise en place d'un pôle public du médicament. Si on n'y prend garde, le prix des médicaments va devenir un réel problème comme aux USA où l'explosion du prix de l'insuline menace les*

soins aux diabétiques ».

Disons-le de suite, la liste sur laquelle figurait ce mandarin souleva de l'enthousiasme, mais peu d'intérêt de la part de l'électorat. Pourtant dans le même temps, l'émission « état de santé » revenait sur la provenance de la molécule de base, Inde et Chine !!!

Août 2019 : pénurie de bcg (traitement de la vessie). Et ainsi de suite, jusqu'à cette réaction de l'observatoire de la transparence du médicament aujourd'hui : « les industriels peuvent négliger des marchés qui ne leur semblent pas rentables même pour des molécules indispensables ».

À toute élection le bulletin de vote est un moyen pour peser. Il devrait permettre de poser un acte réfléchi éloigné de l'anesthésie médiatique. C'est ça ou subir ! ■

Jean Claude MORLAAS

BRUITS, POUSSIÈRES, ODEURS

Rien de nouveau sur les nuisances industrielles.

En plein confinement, le sénat a travaillé sur le rapport d'enquête de l'accident industriel de Lubrizol à Rouen. **La commission d'enquête sénatoriale a présenté un rapport accablant sur le manque de culture du risque de manière générale à tous les niveaux.** Elle a souligné les manques de moyens des services de l'état qui se traduisent par une baisse drastique du nombre de contrôles. Elle met en exergue le manque d'efficacité dans la communication et critique sévèrement la désinformation officielle qui se voulait rassurante.

Avons-nous des raisons de nous inquiéter avec le site classé SEVESO de la zone portuaire à proximité de notre cité ? Certainement, mais pas de céder à la panique.

La stratégie des dirigeants d'entreprises repose exclusivement sur une supposée maîtrise du risque. Le gouvernement accompagne et soutient les intérêts des industriels en multipliant les normes afin de rendre acceptables les risques industriels.



Dans le cadre de la transition écologique, il serait peut-être intéressant de s'interroger sur l'utilité et la légitimité de certaines activités présentant un danger réel pour les populations.

Si aujourd'hui les questions environnementales sont mieux prises en compte dans l'implantation d'activités

industrielles nouvelles, nos dirigeants doivent prendre leurs responsabilités sur cet héritage que constitue ces zones industrielles incluses ou rattrapées par l'urbanisation.

Le nombre d'accidents industriels classés catastrophes industrielles en vingt ans ont été multipliés par 10.

Il est temps de prendre conscience et de réagir à cette dérive.

Exigeons la transparence et le dialogue avec les responsables, industriels et élus. Les questions, inquiétudes manifestées par les riverains qui subissent les nuisances quotidiennement doivent trouver les réponses appropriées.

Rappelons que la municipalité dans le numéro 18 du bulletin Boucau Synergies rappelle les gestes et consignes de sécurité à tenir pour faire face aux risques majeurs auxquels notre commune est exposée. ■

Dominique LAVIGNE

ERICK CHAMPAGNE S'EN EST ALLÉ, CHEMINER

Le fils de nos camarades et amis Monique et Pierrot a été emporté en quelques semaines par une maladie agressive fatale. Dans un vibrant hommage, sa maman évoqua avec émotion celui qui, depuis son enfance, toujours proche de la vie humaine, de la faune, de la flore, fut d'une bienveillance remarquable. Toute sa vie, malheureusement écourtée, il ne cessa de murmurer aux oreilles de cette nature qu'il a toujours défendue avec force et conviction. Nous adressons à toute sa famille si durement éprouvée, nos condoléances sincères et émues, et leur souhaitons le courage pour trouver l'apaisement nécessaire, qui leur permettra d'avancer. ■

Alain DA SILVA

HOMMAGES

CHRISTINE CAPDEVILLE NOUS A QUITTÉ

Adhérente au PCF, Christine a milité à la section de Boucau et participé ainsi activement à la vie de notre cité. Trésorière de l'association de financement du parti pour le compte de la fédération des Pyrénées atlantiques, elle a été aussi l'assistante de Maurice Garcia lors de son mandat de conseiller général. A la famille, aux amis, nous adressons tous les témoignages d'amitiés et de soutien recueillis de la part de nos camarades. ■

LA RÉDACTION DE L'ÉTINCELLE